



## Réponse à la consultation publique sur l'attribution de licences 3G dans la bande 2,1 GHz en France métropolitaine

---

PARIS – ROUEN – CAEN – LE HAVRE – ARGENTAN – LA ROCHE SUR YON

Siège social : PARIS – Tour Pacific – 11 cours Valmy – 92977 Paris La Défense Cedex – Fax : 01.47.67.05.74

Adresse Administrative – ROUEN – Magellan – Parc de la Vatine – 76130 Mont-Saint-Aignan – Fax : 02.35.60.77.87

[www.altitudetelecom.fr](http://www.altitudetelecom.fr) – N° Vert 0 805 760 760

ALTITUDE TELECOM société par actions simplifiées au Capital de 4.323.544 euros –  
N° Siret 428.787.246.00043 – TVA intracommunautaire N° FR 33 428 787 246

#### Réponse à la question n°1

Altitude Telecom est intéressé par ces fréquences dans la mesure où les conditions de paiements sont aménageables. Une candidature se fera dans le cadre d'un actionnariat élargi.

#### Réponse à la question n°2

Nous partageons l'analyse de l'ARCEP sur cette question.

#### Réponse à la question n°3

Altitude Telecom a déjà apporté une contribution qui expliquait que les opérateurs mobiles actuels n'avaient pas payés leur première fréquence et que les paiements UMTS étaient intervenus alors qu'ils possédaient chacun plusieurs millions d'abonnés. Ainsi ces opérateurs ont acquis du spectre par paiement progressif. Nous partageons donc l'analyse de l'ARCEP sur cette question.

#### Réponse à la question n°4

Nous partageons l'analyse de l'ARCEP y compris sur les calendriers.

Il nous paraît ainsi concret avec le dividende numérique d'imaginer la présence de 6 opérateurs mobiles disposant de 2 spectres, l'un en fréquence basse, l'autre en fréquence haute.

#### Réponse à la question n°5

Altitude Telecom constate les jugements et les analyses de la presse publiés régulièrement sur les sujets.

#### Réponse à la question n°6

Le quatrième opérateur mobile constitue un premier pas dans une ouverture concurrentielle pertinente du marché au bénéfice du consommateur.

#### Réponse à la question n°7

Un opérateur mobile ne peut faire une offre se suffisant à elle-même que s'il peut associer une fréquence basse avec une fréquence haute.

Un opérateur ne bénéficiant que d'une fréquence haute ne peut se développer qu'avec un partenariat avec un opérateur disposant d'une fréquence basse.

#### Réponse à la question n°8

L'amélioration des conditions d'accueils des MVNO et des partenariats des opérateurs nous paraît essentielle.

Sur ce point, les régulateurs européens ne se sont pas donnés les conditions de régulation nécessaires. En effet, si le concept MVNO s'est analysé en minutes de communication (mode circuit), il doit s'analyser dans le futur en terme de débit instantané disponible et en terme de débit consommé. Les conditions de régulation n'étant pas établies, Altitude Telecom est très sceptique quant à l'efficacité du régulateur sur ce point.

#### Réponse à la question n°9

L'entrée d'un quatrième opérateur est indispensable pour ouvrir les réseaux à de nouveaux services de communication et donner accès à l'internet mobile.

C'est l'entrée d'un nouvel opérateur qui permettra la mise en valeur de nouveaux services. Aussi en l'absence de nouvel entrant dans la procédure de candidature, il nous paraît

important que l'ARCEP mette ces fréquences en réserve dans le but de les remettre dans une procédure liée aux dividendes numériques.

Réponse à la question n°10

Un nouvel entrant doit bénéficier de manière forfaitaire et publique d'un certain nombre de points d'avance.

Réponse à la question n°11

L'affectation de fréquence à un opérateur existant relève selon nous, d'enchères pures.

Réponse à la question n°12

Il est certain que les fréquences de 2.1 GHz, 2.6 GHz, doivent être attribuées dans une logique coordonnée visant à installer un minimum de 6 opérateurs en France.

Réponse à la question n°13

L'impact ne nous paraît pas considérable si la stratégie donnée dans la réponse à la question 12 est respectée.

Réponse à la question n°14

A notre connaissance, les spectres Femtocell ne doivent pas être sur des fréquences mutualisées mais sur des fréquences opérateurs. Nous sommes étonnés de ce projet de fréquences mutualisées et n'y croyons pas du tout, l'une des fonctions du Femtocell est de pouvoir garantir une bonne qualité lors de surcharge du spectre, un partage possible en cas de non saturation (zone blanche) ne semble pas concret en zone de saturation.

Réponse à la question n°15

Une concurrence accrue impliquerait une logique de prix de revient plus tendue et favoriserait le partage d'infrastructure. Il n'y a pas de contrainte technologique insurmontable. Le partage d'infrastructure n'implique pas un partage « couche basse » près de la technologie et régionalement. Il est concret et usuel dans le cas des MVNO avec leurs opérateurs, c'est très probablement sur les mêmes principes que ce fera le partage de l'infrastructure (HLR, MSC, ANS) s'il se fait.

Réponse à la question n°16

Les engagements complémentaires ne nous paraissent pas pertinents. Les dernières zones blanches de la radio se feront en 900GHz y compris pour l'UMTS et il est donc un peu compliqué d'imaginer des engagements 2.1 GHz qui seraient exécutés en 900MHz.

Réponse à la question n°17

Il existe 2 regards possibles :

La valeur immédiate de revenu pour l'état.

Un prix équitable pour chacun des acteurs quelques soient leurs dates d'arrivées sur le marché. Remarquons par ailleurs qu'un ancien acteur bénéficie d'un avantage concurrentiel qu'il a légalement acquis qui est sa part de marché.

Fréquence	Spectre	indice de couverture	Spectre équivalent	Valeur de l'Hertz en €	Valeur d'une fréquence	Prix payé par les trois opérateurs	Valeurs du spectre par habitant en €
900	20	4	80	11 709 091	234 181 818		0,195
1800	50	2	100	5 854 545	292 727 273		0,098
2100	20	2	40	5 854 545	117 090 909		0,098
			220			644 000 000	
3500	15	1		2 927 273	43 909 091		0,049

Les trois opérateurs ont une quantité à peu près équivalente de 90MHz et ont payé à tempérament ce spectre 644 M€

En valeur moyenne européenne les fréquences Wimax se sont négociées 0,05€ par habitant.

A fréquence comparable, les enchères US ont donné une valeur du spectre par habitant légèrement supérieur.

#### Réponse à la question n°18

Comme nous l'avons expliqué plus haut, l'étalement du paiement nous paraît une solution équitable. Puisque les opérateurs en place n'ont à payer leurs spectres qu'à l'attribution du spectre 2.1GHz. Hors les usages étant indépendant des technologies, ils ont bien payé à tempérament.

#### Réponse à la question n°19

La solution tchèque nous semble recevable pour les raisons explicitées en §18.

#### Réponse à la question n°20

La proportionnalité à la quantité de spectre attribuée est une solution pertinente.

#### Réponse à la question n°21

Une diminution de la durée ne nous semble pas justifiée.

#### Réponse à la question n°22

Nous avons donné notre prix de l'Hertz en §17.

Une fois l'équité entre opérateur établie l'attribution complémentaire relève selon nous, d'enchères.

#### Réponse à la question n°23

Nous n'avons pas de remarques.

#### Réponse à la question n°24

Nous ne sommes pas d'accord avec l'analyse du §3.1.3

619 millions d'euros correspondent au spectre 2.1GHz additionné du spectre 900MHz et 1800MHz que ces opérateurs n'ont pas payé !

#### Réponse à la question n°25

Les obligations minimales de déploiement doivent être appliquées dans les mêmes engagements que pour les fréquences 2 G attribuées dans les années 90.

Réponse à la question n°26

Nous pensons que ce type d'engagement est pertinent mais nous rappelons nos commentaires précédents sur ce sujet. L'ARCEP doit réguler les minutes « mode circuit » ce qui est décrit ici et les « minute-débit data » ce qui est ignoré, à notre connaissance, par la régulation à ce jour.

Réponse à la question n°27

Nous ne sommes pas opposés à l'ouverture du marché secondaire. C'est la régulation de concurrence qui empêchera la constitution de monopole.

Les logiques cartésiennes poussent très souvent à l'encadrement. Le libéralisme relève le plus souvent du parti-pris.

Réponse à la question n°28

Comme pour la question 29 une procédure type Wimax (3 critères ; prix, technique, concurrence) nous paraît pertinente.

Le prix de réserve est logique.

Réponse à la question n°29

Les critères établis pour les licences Wimax nous paraissent applicables.

Réponse à la question n°30

Il nous semble que c'est la globalité du spectre de 800 à 3500 MHz qu'il faut considérer.

Réponse à la question n°31

Les deux solutions nous semblent réalisables en regard à la réponse précédente.

Réponse à la question n°32

Les critères établis pour les licences WiMax nous paraissent applicables.

Réponse à la question n°33

Nous avons produit en §17 un tableau de calcul qui nous semble exploitable pour un prix de réserve ou pour un prix fixé.

Réponse à la question n°34

Nous n'avons pas traité cette question.

Réponse à la question n°35

Pour un spectre attribué aux opérateurs existants, il nous semble pertinent d'appliquer une procédure d'enchère et de permettre ensuite des rétrocessions régulées entre opérateurs.

Réponse à la question n°36

Il nous semble pertinent d'appliquer une procédure d'enchère.

Réponse à la question n°37

Cette procédure d'enchère doit être associée à un prix de réserve (cf tableau fournit en §19) et à un paiement immédiat.

Réponse à la question n°38

Cette fréquence 900 doit être réservée à un nouvel entrant dans le cadre de critères type procédure WiMax.

Réponse à la question n°39

Réponse à la question n°40

Réponse à la question n°41

Les équipements 3G TDD en fréquence 2,1 GHz seront disponibles en WiMax début 2009. Il n'existe pas de contraintes qui justifient de retarder l'attribution de ces spectres.

Réponse à la question n°42

Altitude Telecom est intéressé par l'utilisation du spectre TDD 2,1 GHz.

Réponse à la question n°43

Nous réitérons notre position quant à l'attribution du spectre TDD 2,1 GHz. La difficulté de ce spectre et sa qualité discutable ne nous paraît pas devoir justifier d'un prix de réserve.